

29

ETE 1984
Vol. 10, no 2

HISTOIRE DES TRAVAILLEURS
QUEBECOIS
BULLETIN DU RCHTQ

NUMERO 29 - ETE 1984 - Vol. 10 No 2

Journée d'étude sur la recherche en histoire des
travailleurs 7

RECHERCHES EN COURS

Charland, Jean-Pierre,	Technologies nouvelles, travail et travailleurs	8
Comeau, Robert,	Sur l'histoire de quelques fédé- rations de la C.S.N.	10
Ewen, Geoffrey,	Les syndicats internationaux au Québec de 1896 à 1930	12
Ferland, Jacques,	Syndicalisme "associatif" et syndicalisme "de classe" dans l'industrie manufacturière à l'aube du XXe siècle	15
Igartua, José E.,	L'histoire sociale des travail- leurs de l'Alcan	17
Lauzon, Gilles,	Une approche de l'histoire de l'habitat en milieu populaire ..	19
Rouillard, Jacques,	La F.T.Q. et la montée du natio- nalisme québécois (1960-80)	20
Sévigny, André,	La main-d'oeuvre des canaux du Richelieu 1843-1950	21
Tremblay, Robert,	Trois volets de l'expérience ouvrière dans le Bas-Canada avant 1850	22
Vaillancourt, Yves	Les politiques sociales au Québec et au Canada de 1940 à 1960 et le rôle des syndicats ..	24
Willis, John,	Quelques propos sur le projet de recherche du canal Lachine ..	27

PATRIMOINE INDUSTRIEL

Harvey, Fernand, Pour une prise de conscience du
patrimoine industriel 37

THESES

Rouillard, Jacques, Thèses en histoire des travailleurs,
soutenues et en cours, au départe-
ment d'histoire de l'Université de
Montréal (1980-83) 51

JOURNEE D'ETUDE SUR LA RECHERCHE EN HISTOIRE DES TRAVAILLEURS

La journée d'étude du 4 mai à l'UQAM sur les recherches récentes en histoire des travailleurs québécois a été un franc succès, si on en juge par la participation. Une quarantaine de personnes environ ont assisté à la rencontre et onze chercheurs ont présenté leur projet de recherche ou le résultat de leurs travaux. Il en ressort que la recherche en histoire des travailleurs demeure bien vivante et on trouvera dans les pages qui suivent un résumé des présentations.

A la fin de la journée, un tour de table des participants a permis de faire ressortir la nécessité de renouveler l'an prochain pareille rencontre. Un consensus s'est établi pour que la rencontre s'étale sur une seule journée, comme cette année, et que les présentations soient moins nombreuses, afin de laisser plus de temps aux échanges. La matinée pourrait être réservée à la communication de travaux plus achevés sur un thème donné, alors que l'après-midi serait consacré aux projets de recherche. L'exécutif du RCHTQ doit se pencher sur cette question à sa prochaine réunion.

Félicitations à Joanne Burgess et à son équipe pour l'organisation réussie de cette journée.

J. Rouillard

TECHNOLOGIES NOUVELLES, TRAVAIL ET TRAVAILLEURS:

par Jean-Pierre Charland
Université d'Ottawa

Nous nous proposons d'étudier l'impact des technologies nouvelles sur le travail et les travailleurs dans certains secteurs industriels québécois, depuis la première phase d'industrialisation. Nous verrons donc comment, depuis lors, les innovations technologiques sont venues changer la nature même du travail, et affecter de diverses manières l'existence des travailleurs, tant sur les lieux de travail qu'à l'extérieur de ceux-ci. Nous pouvons dès à présent identifier certains objectifs plus spécifiques de notre projet:

- a) Etablir une chronologie des innovations technologiques, de manière à constituer un schéma évolutif qui ira de l'outil à l'instrument, puis successivement à la machine-outil, à la machine et finalement au robot.
- b) Identifier les raisons objectives et subjectives qui justifient le rythme d'introduction de technologies nouvelles dans les milieux de travail.
- c) Voir comment les nouvelles technologies commandent des types d'enseignement professionnel ou de formation sur le tas mieux adaptés.
- d) Vérifier comment les nouvelles techniques de production viennent discipliner le travailleur en lui retirant la direction de son travail et en hiérarchisant la classe ouvrière: la mécanisation progressive enlève à l'ouvrier le contrôle de toutes les opérations de travail pour ne lui laisser que l'exécution de tâches parcellaires, et elle crée chez le prolétariat de nouvelles catégories d'employés liés aux intérêts patronaux, comme les techniciens et l'ingénieur.

Bien sûr comme nous entendons faire l'histoire des développements technologiques depuis la première phase d'industrialisation, nous ne pouvons retenir tous les secteurs d'occupation. Nous avons donc décidé de nous en tenir à des secteurs apparus tôt au Québec, et importants au niveau de la main-d'oeuvre employée, de la valeur de la production et du rôle dans la structure économique du Québec. Le textile, la métallurgie et la papeterie répondent à l'une ou plusieurs de ces caractéristiques, aussi nous les avons retenus.

Les matériaux utiles à notre travail sont à la fois nombreux et accessibles. Dans un premier temps nous pouvons trouver des archives de centres de recherche gouvernementaux ou privés. La Canadian International Paper a son propre centre de recherche à Hawkesbury, le gouvernement canadien finance Paprican à Montréal: cela pour le seul secteur du papier. Bien sûr souvent on nous limite l'accès aux documents [en plaçant la menace de l'espionnage industriel], mais ces institutions publient des périodiques, ne serait-ce que dans un but publicitaire. La section technique de la Canadian Pulp and Paper Association publie depuis 1903 la revue Pulp and Paper Magazine of Canada. Dans le domaine du textile on trouve The Canadian Journal of Fabrics dès le XIX^{ème} siècle; il devient en 1908 The Canadian Textile Journal. Ces publications donnent une foule de renseignements sur les divers procédés de production, les dates de leur implantation dans les usines et leurs conséquences. Nous pouvons compléter notre connaissance de ces procédés grâce aux manuels techniques, notamment ceux qui servent à la formation des techniciens ou des ingénieurs, aux archives du bureau des brevets, aux diverses publications gouvernementales [rapports de ministères, Gazette du travail, commissions d'enquête, etc.]. Des publications à caractère économique comme National Directory of the Canadian Pulp and Paper Industries viendront nous permettre de compléter ce tableau des procédés de production.

Il ne s'agit pas cependant, on l'a vu, de se limiter à une simple chronologie des changements techniques. Les archives des entreprises nous procurent des indications sur les raisons qui justifient la venue de nouveaux équipements, et aussi les procédés "scientifiques" de gestion. Celles de la Consolidated Bathurst, des entreprises Dubuc, de la Celanese et bien d'autres nous renseignent sur ces motivations. Les archives syndicales quant à elles témoignent des réactions, des attitudes des travailleurs face à tous ces changements. Et comme ces documents écrits risquent de n'être pas assez bavards sur la dimension humaine de ces phénomènes, nous avons entrepris de multiplier les interviews autant chez les ouvriers que chez les techniciens, les ingénieurs, les contremaîtres ou les administrateurs. Un questionnaire partiellement directif permet de glaner ainsi de multiples informations. Pour terminer, il faut insister sur la myriade d'ouvrages, de brochures, d'articles de journaux qui vont s'ajouter aux documents d'archives et enrichir notre propos.

Sur l'histoire de quelques fédérations de la C.S.N. Compte-rendu de recherches effectuées dans le cadre du protocole UQAM/CSN/FTQ, par Robert COMEAU, département d'histoire, UQAM.

Nous ferons une brève présentation des différents projets d'histoire de fédérations syndicales subventionnées par le Fonds institutionnel de recherche de l'UQAM et les diverses fédérations de la CSN.

A l'origine de cette collaboration, il y a eu un projet de recherche sur l'histoire du Conseil central de Montréal en 1978-1979 et la production d'un numéro d'Unité ouvrière sur l'histoire de ce conseil central. Par la suite, en collaboration avec les instances syndicales, nous avons mis en marche des projets qui ont été menés parallèlement. En '79 a débuté la recherche sur la Fédération des Affaires sociales avec André Valiquette et celle portant sur une fédération du secteur privé, la Fédération des travailleurs du Papier et de la Forêt, avec Gilbert Vanasse. Ces projets, dont nous évoquerons les résultats, sont toujours en cours. Personne ne soupçonnait l'ampleur de l'entreprise... au départ. Nous ferons le point sur l'état de développement de ces projets. Notons que des travaux académiques (mémoires de maîtrise) ont pu être réalisés à partir du travail effectué sur ces archives syndicales. De 1981 à 1983, je me suis intéressé davantage à l'histoire de la Fédération Nationale des Communications et à ses origines (la Fédération Catholique des Métiers de l'imprimerie) avec Richard Noreau et Luc Desrochers. Une première synthèse de l'histoire des imprimeurs et de la syndicalisation des journalistes a pu être réalisée; le manuscrit doit être révisé en vue d'une publication syndicale à l'automne. Nous verrons l'état de développement de ces projets et les difficultés auxquelles nous avons été confrontés.

Nous aborderons notre méthode de travail et les pièges que nous n'avons pu éviter: difficulté à préciser nos problématiques, à formuler des hypothèses alors que nous étions submergés dans le flot des archives, à retenir certains thèmes. Comment nous avons élaboré nos premières grilles d'analyse, constitué nos fichiers et procédé au dépouillement dans les archives syndicales? Des étudiants de premier cycle ont participé à ce premier travail avec tous les aspects positifs et négatifs, pour eux comme pour le projet.

Quelle est la pertinence de ce type de monographie syndicale? A-t-elle encore sa place au moment où la "culture ouvrière" semble déclasser ce type de travaux jugés traditionnels? Pourtant en étudiant (en ce qui a trait à la CSN)

ce qui caractérise les structures syndicales de chaque groupe de syndiqués, les revendications particulières d'un milieu, les formes d'action choisies par un ensemble spécifique de travailleurs(euses), l'organisation du travail et les conditions particulières de travail, ne peut-on pas saisir de façon plus concrète les préoccupations et les actions des syndiqués(ées)? Des monographies par fédération permettent-elles d'étudier le caractère spécifique d'un milieu syndical (par ex. le milieu hospitalier)? En se concentrant sur un type de travailleurs(euses) (par ex. les journalistes, les employés généraux d'hôpitaux, les infirmières, les ingénieurs, etc) ne peut-on pas saisir plus concrètement le milieu dans lequel évoluent les relations de travail, les raisons des choix des régimes de négociation et l'idéologie syndicale à partir des pratiques réelles? En étudiant le premier syndicat des infirmières, l'Alliance des infirmières de Montréal, J. Daigle a pu saisir les résistances à l'action syndicale et la façon dont se posaient concrètement les rapports entre la conscience syndicale et l'appartenance à la corporation professionnelle pour des femmes à qui l'on a inculqué un "rôle" bien particulier et qui détiennent une place bien précise dans la hiérarchie hospitalière. André Valiquette, dans son mémoire, s'est questionné sur le cheminement et les choix des méthodes de négociation spécifiques aux régions de Montréal et de Québec en analysant les contraintes de l'action syndicale, pour un groupe qui subissait une exploitation et une domination spécifiques dans le monde hospitalier. Bref, ces monographies syndicales sont-elles une étape nécessaire avant la production d'une nouvelle synthèse de l'histoire de la C.S.N.? Faut-il poursuivre de ce côté ou se réenligner autrement?

Nous allons aborder les problèmes auxquels nous avons été confrontés: l'accessibilité des archives (aucun archiviste à la CSN, nécessité d'un protocole permettant la classification et l'accès à l'important dépôt d'archives), les limites des archives syndicales, les "enjeux syndicaux" et la nécessité de privilégier des thèmes et de préciser nos "objets d'étude". Les problèmes de l'encadrement, de la place de la recherche dite de "service à la collectivité" et la production dite scientifique, sans parler des effets des restrictions budgétaires et du problème général du financement de ce type de projets.

Voilà autant de questions en attendant vos commentaires et suggestions.

mai 1984

Les syndicats internationaux au Québec de 1896 à 1930

par Geoffrey Ewen
York University

Traditionnellement, la contribution des syndicats internationaux au mouvement ouvrier québécois, durant les premières décennies du vingtième siècle, a fait l'objet de très peu d'attention; et pourtant les syndicats affiliés à la Fédération Américaine du Travail (FAT) avaient plus de membres, ont mené plus de grèves, et revendiqué des réformes sociales plus progressistes que les syndicats nationaux. Le travail que je me propose d'entreprendre cherchera ainsi à examiner tant les facteurs qui contribuèrent à la croissance que ceux qui retardèrent le développement de ces syndicats. La période d'activité, qui servira de cadre général à l'étude, est celle qui va de 1896 à 1930, c'est-à-dire une période qui correspond à l'émergence de la seconde génération de travailleurs industriels, à une migration massive de la campagne vers les villes, et à une immigration accrue en provenance de l'Europe.

Voici une liste de questions auxquelles je chercherai à répondre. De quelle façon le caractère du développement industriel qui a lieu au Québec durant cette période se répercute sur la croissance des syndicats internationaux? Quels obstacles s'offrent à l'implantation d'organisations nominalelement américaines en terre francophone et catholique? Quelle était la force relative des travailleurs francophones et anglophones dans la FAT

pendant cette période? Pourquoi les francophones syndiqués, surtout ceux de Montréal, préférèrent-ils des organisations internationales lorsqu'ils ont, pourant, l'alternative de joindre de jeunes syndicats nationaux et catholiques? Quel rôle doit-on attribuer aux immigrants dans l'implantation de la FAT? De quelle façon les expériences cumulées des travailleurs industriels de seconde génération, des travailleurs arrivant de la campagne québécoise, et des travailleurs immigrants britanniques, juifs et italiens ont-elles influencé leur attitude générale envers les syndicats internationaux, ainsi que leur degré de militantisme? Quel genre de relations s'établit-il entre ces différents groupes au sein des différents syndicats et, de façon générale, au sein du mouvement ouvrier? Quels furent les principaux objectifs des travailleurs organisés à l'époque? De quel moyens disposaient-ils pour faire valoir leurs revendications auprès de leur patrons? Quelles furent les grèves menées par les syndicats internationaux établis au Québec? Dans quelles circonstances, avec quel degré de succès et de quelle façon ces grèves se comparent-elles aux actions menées par les syndicats nationaux et les travailleurs non-syndiqués? Quels furent les effets des innovations technologiques sur les conditions de travail des ouvriers syndiqués? Et, de quelle façon réagissent-ils à ces innovations? Comment les objectifs et l'organisation de la FAT furent-ils perçus, au Québec, par l'Eglise, les employeurs, le gouvernement et les travailleurs? Comment les syndicats internationaux

réagissent-ils devant la menace des syndicats catholiques et de syndicats plus radicaux ainsi qu'à l'opposition des employeurs et de l'Eglise? Et dans le domaine politique, de quelle manière s'est manifestée leur désir de réformes sociales?

Au sujet du syndicalisme "associatif" et du syndicalisme "de classe": deux grandes zones de conflits sociaux dans l'industrie manufacturière au Québec à l'aube du 20^e siècle. par Jacques Ferland (McGill University)

Pour quelques grands historiens des travailleurs britanniques, la présence d'une aristocratie ouvrière et l'existence d'un esprit corporatiste étroit chez nombre d'ouvriers *trade-unionistes* demeurent autant de composantes essentielles à la compréhension du mouvement ouvrier anglais, de ses sources et de son orientation. Pensons à l'ouvrage de John Foster sur le mouvement ouvrier à Oldham, aux articles de Eric J. Hobsbawm sur l'aristocratie ouvrière et le mouvement de la masse ouvrière en Angleterre au tournant du 20^e siècle, ou encore au volume de Joseph L. White sur les limites du militantisme des *tradeunions* dans les filatures de coton du Lancashire à la veille de la première guerre mondiale.

Chez nous, ces questions sont demeurées, il faut le dire, assez marginales, les auteurs québécois ne distinguant pas toujours clairement les factions qui existent au sein de la classe ouvrière (en dehors des hommes, des femmes et des enfants), et percevant tout juste un mouvement ouvrier qui aurait suivi une voie parfaitement bilatérale entre une classe ouvrière homogène et la classe capitaliste. Aussi, faute d'une conscience approfondie du procès de travail et de la structure de la main-d'oeuvre dans chaque activité manufacturière, on confondra trop souvent des revendications sectorielles à caractère particulariste, pour des représentations collectives et des manifestations de la masse ouvrière.

Le mouvement ouvrier dans l'industrie manufacturière au Québec était-il aussi représentatif de la masse ouvrière à l'aube du 20^e siècle? Comment justifier alors l'existence d'associations professionnelles, de ces pseudo-syndicats de métier qui recrutaient surtout les travailleurs les plus qualifiés dans certaines industries? Et comment expliquer que ce mouvement ouvrier ait pris

dans certains cas un caractère aussi localisé au sein de certains procès de travail et de la masse ouvrière industrielle?

Nous proposons d'entreprendre l'étude de ces questions par l'analyse comparative de deux mouvements ouvriers et de leurs acteurs principaux. Il s'agit d'une part des cordonniers-monteurs dans l'industrie de la chaussure de 1882 à 1901, et, d'autre part, des tisseurs et tisseuses dans les filatures de coton de 1880 à 1908. Dans les deux cas nous nous bornons à la province de Québec, quoique la ville de Cornwall a été incluse dans l'étude du mouvement ouvrier de l'industrie du coton.

Chacune de ces deux industries fut le théâtre d'au moins une quarantaine de conflits de travail manifestes au cours de ces périodes. Ce sont ces grèves et ces *lock-out* qui constituent le fondement de cette analyse comparative, non pas en y puisant quelques événements clefs, quelques faits "marquants", mais en classant tous ces événements suivant deux catégories interprétatives distinctes que nous voudrions associer à deux types d'activité ouvrière:

1. les conflits à caractère unilatéral, c'est-à-dire dont l'origine et l'orientation (le déroulement et le dénouement) concernent strictement un groupe d'ouvriers bien identifiés dans le procès de travail.
2. les conflits à caractère multilatéral, ou toute manifestation ouvrière qui, par son origine ou son orientation, concerne plusieurs groupes d'ouvriers au sein du procès de travail, ou une masse ouvrière.

Notre hypothèse est que si la première catégorie interprétative est dominante alors qu'elle se répète sans cesse au fil des années, nous sommes en présence d'une activité ouvrière typique du syndicalisme "associatif", en ce sens que la représentation ouvrière se résume aux intérêts particuliers de petits regroupements d'ouvriers qualifiés. Si par contre l'on observe une tendance contraire, alors on peut parler d'un mouvement qui tend à représenter la classe ouvrière dans le monde industriel.

L'histoire sociale des travailleurs de l'Alcan

par José E. Igartua

(UQAM)

Quand les historiens du Québec ont commencé à parler des classes sociales, il y a ving-cinq ans, ils se sont d'abord intéressés à la bourgeoisie. Ils en ont traité comme en traitaient beaucoup de sociologues, c'est-à-dire comme une entité anthropomorphique. Les grandes questions de l'heure concernaient sa naissance -- ou non -- sous le régime français, sa prétendue décapitation lors de la Conquête et sa renaissance, sous la forme d'une petite bourgeoisie professionnelle, au début du dix-neuvième siècle. La connaissance des effectifs de cette classe importait peu : il suffisait de mentionner quelques bourgeois à titre d'exemple pour conclure à l'existence d'une classe. On pouvait discourir à qui mieux mieux sur le sujet avec d'autant plus d'aisance qu'on n'avait pas à identifier ceux dont on parlait.

Mais ces débats menèrent vite à un cul-de-sac. Il fallait aller y voir de plus près. Des historiens comme Louise Dechêne, Jacques Mathieu, Dale Miquelon et Pierre Tousignant produisirent des contributions importantes à notre connaissance de ce groupe et de son évolution dans le temps. C'est dans ce contexte que je me suis intéressé à la composition du groupe des marchands de Montréal qui furent l'objet de ma thèse de doctorat.

Quand les historiens se sont intéressés aux travailleurs, il y a quinze ans, on a pu remarquer une démarche semblable à celle qui avait conduit à l'étude des effectifs bourgeois. On a d'abord privilégié l'étude des travailleurs dans ce qu'elle avait de plus visible, c'est-à-dire les mouvements politiques, les syndicats, les grèves. On s'est interrogé sur le potentiel révolutionnaire des travailleurs -- ou sur son absence -- comme on s'était interrogé sur le potentiel capitaliste des bourgeois, en considérant les travailleurs comme une masse assez indifférenciée d'individus, dont on examinait surtout le comportement collectif.

Là aussi, on en est vite arrivé à un cul-de-sac. Comment en effet comprendre les comportements collectifs sans connaître les conditions d'existence des travailleurs, leur milieu de vie et de travail, leur vie familiale, leur culture? Et comment distinguer, nuancer, respecter en somme les groupes, les périodes, les régions sans s'interroger sur les travailleurs eux-mêmes, sans savoir qui ils sont, d'où ils viennent, quel métier ils pratiquent, où ils le pratiquent, combien de temps ils le pratiquent, sans s'interroger, donc, sur leur itinéraire socio-professionnel?

Voilà les questions qui ont servi de point de départ à ma recherche sur les travailleurs de l'Alcan à Arvida. Cette recherche a eu des origines un peu fortuites. Lorsqu'elle a été lancée, il y a trois ans, je travaillais sur l'histoire économique du Québec et plus précisément sur l'origine de ce qu'on appelait le "développement économique régional". Je participais, de façon un peu lointaine, à la grande enquête que mène Gérard Bouchard sur la population du Saguenay. M'intéressant à la formation de la classe ouvrière en même temps qu'à celle de la bourgeoisie (j'avais entrepris une étude des entrepreneurs oeuvrant au Saguenay : Dubuc, Price, Duke, Davis d'Alcoa), j'avais d'abord cherché, en vain, des documents sur les ouvriers des entreprises

Dubuc.

Un appel, à tout hasard, à Alcan, me rappela que les techniques de gestion des grandes entreprises sont d'habitude supérieures à celles des petites : l'Alcan avait conservé les fiches d'embauche de tous ses employés depuis les débuts de l'usine d'Arvida, en avait fait faire un microfilm et avait détruit les originaux. Après quelques pourparlers, la compagnie nous accorda l'autorisation de faire une copie des microfilms pour fins de recherche. Par la suite, nous découvrîmes que d'autres entreprises de la région avaient conservé le même genre de document, quoique l'accès n'en soit pas aussi facile.

Qu'est-ce que ces documents peuvent nous dire sur les travailleurs? En premier lieu, on peut établir certaines de leurs caractéristiques démographiques : nous avons commencé à le faire dans un article récent. En second lieu, ils nous permettent de suivre l'évolution socio-professionnelle du travailleur à l'intérieur de l'usine. Les fiches d'affectation au travail nous renseignent sur le métier, le "département" auquel est affecté le travailleur, le salaire, les mises à pied, les départs, les mutations, les accidents, parfois, ou les maladies. L'exploitation de cette information prend du temps, parce que les dossiers des travailleurs sont parfois très volumineux et que les mentions de professions, qui sont fort variées, doivent être uniformisées. Cela se fait par traitement informatique avant d'entreprendre l'analyse proprement dite, qui elle aussi demande un usage considérable de ressources informatiques qui ne sont pas toujours disponibles. C'est ainsi que nous attendons depuis deux ans le logiciel de gestion de bases de données promis par le service de l'informatique et qui seul nous permettra de faire l'analyse de nos données.

La jonction des fiches d'embauche avec le rôle d'évaluation de la ville d'Arvida nous permettra ensuite d'entrevoir les conditions de vie des travailleurs : le type de logement, le nombre de personnes habitant avec le travailleur, l'accession à la propriété, la mobilité dans la ville. Enfin -- et c'est l'intérêt particulier de la recherche sur les travailleurs saguenayens -- nous pouvons tirer du registre de la population saguenayenne élaboré par Gérard Bouchard et son équipe des renseignements démographiques précis sur les travailleurs et leurs familles, pour ce qui est des travailleurs originaires du Saguenay. Nous serons donc éventuellement en mesure de voir si le travail en usine affecte, à court ou à moyen terme, le comportement démographique de la population et de mettre à l'épreuve certaines hypothèses courantes sur les effets de l'industrialisation sur une population d'origine rurale et, vice versa, l'influence d'un milieu rural sur une population de travailleurs industriels.

Ce travail de longue haleine nous permettra de mieux connaître la "vie quotidienne" de la première génération des travailleurs de l'Alcan. C'est par là, croyons-nous, qu'il faut commencer pour pouvoir ensuite aborder les questions qui sont peut-être plus présentes à nos esprits, celles qui portent sur l'action des travailleurs en tant que classe.

José E. Igartua

17 avril 1984

Une approche de l'histoire de l'habitat en milieu populaire...

Gilles Lauzon (Service d'aménagement populaire de Saint-Henri)

Le Service d'aménagement populaire (SAP) travaille avec des groupes de Saint-Henri et de Côte-Saint-Paul à la mise sur pied de coopératives d'habitation. Le groupe offre aussi de l'aide, en matière d'aménagement, à différents organismes de quartier. Fondamentalement le SAP vise à favoriser la prise en charge du milieu par les gens du milieu, sur des bases d'organisation collective et démocratique.

En 1978, le SAP produisait un diaporama sur l'histoire du logement ouvrier à Montréal. Bien que reposant sur peu de recherche au niveau des sources primaires, ce document a pu servir depuis lors comme instrument d'animation, dans plusieurs quartiers. Le SAP continue à en assurer la diffusion. Forts de cette expérience et conscients du besoin de recherche fondamentale pour pallier aux lacunes du document de 1978, les membres du SAP m'ont encouragé à m'inscrire en histoire à l'université (UQAM) et m'ont appuyé depuis dans mon travail, même si une telle démarche demandait, et demande encore, beaucoup de temps avant d'aboutir à un nouvel outil de diffusion bien palpable... et même si la nécessité de concentrer la recherche sur un champ d'étude restreint et sur une période relativement courte pouvait paraître contraignante, au premier abord.

Un impératif d'un tout autre ordre s'est par ailleurs imposé: chercher à voir les choses de l'intérieur. Les gens de la classe ouvrière, donc les acteurs sociaux que nous voulions connaître en premier lieu, étaient présentés dans le diaporama, comme dans la presque totalité de l'historiographie disponible, comme des acteurs passifs "subissant" l'habitat. Pour qu'on puisse prendre le point de vue des acteurs individuels ou collectifs observés, pour s'identifier à eux à la limite, il fallait tenter de voir les occupants des maisons, locataires comme propriétaires, en tant que gens en action...confrontés certainement à des contraintes multiples...et cela dans toute la diversité des situations observables, à l'intérieur même des classes populaires. Ce genre de préoccupation se situe au point de rencontre de discussions menées avec les membres du SAP, avec des groupes de quartier à qui était présenté le diaporama, avec mon comité de thèse de maîtrise et avec les membres du Montreal Business History Project. Joanne Burgess, qui dirige mon travail à l'UQAM, m'aide tout particulièrement à faire le pont entre ce type d'objectif et le travail de base dans les sources.

Thème central de l'étude: l'habitat dans les stratégies des ménages qui l'occupent. Le milieu étudié en détail: secteurs récemment construits, en 1871, de la future municipalité de Saint-Henri (formée en 1875)

Point d'ancrage dans le temps: dans le but "d'actualiser" la réalité observée, un moment de référence précis a été choisi, d'où l'on puisse regarder le passé et l'avenir proches (la période 1851-1881 servant de cadre pour établir les limites des principales percées, avant et après le moment choisi); il s'agit d'avril 1871, alors que les recenseurs vont de maison en maison.

Sources majeures: il s'agit de sources qui, en plus de permettre une approche détaillée de la réalité, donnent la possibilité de voir de près et de suivre, un par un, les immeubles et, surtout, les ménages (plans de lotissement et d'occupation du sol, immeubles encore en place aujourd'hui, listes nominatives de recensements, rôles d'évaluation, actes notariés concernant la propriété - une approche systématique étant possible grâce au bureau d'enregistrement -, baux notariés - trouvés dans les greffes des notaires faisant affaire dans le milieu -, ...)

LA F.T.Q. ET LA MONTEE DU NATIONALISME QUEBECOIS(1960-80)

A l'égard du nationalisme canadien-français et québécois, la position des centrales regroupant les syndicats internationaux a considérablement changé au cours des dernières décennies. La FPTQ née en 1937 et la FUIQ fondée en 1952 voyaient d'un mauvais oeil le nationalisme canadien-français et ne partageaient pas le désir d'autonomie du gouvernement du Québec.

Mais avec la Révolution tranquille, l'attitude de la FPTQ envers le nationalisme québécois va changer radicalement. Comme beaucoup d'autres institutions au Québec, elle est touchée par le désir d'affirmation et d'émancipation des Franco-Québécois. Ce changement se traduira par le désir de la centrale de s'assurer un plus grand degré d'autonomie à l'égard des unions internationales et du Congrès du travail du Canada. Dès 1960, elle s'associe également aux objectifs du gouvernement québécois en réclamant un renforcement de l'Etat du Québec.

Au cours des années '70, son nationalisme s'affirme encore davantage. Ainsi, elle cesse de défendre le bilinguisme pour proposer un renforcement de la langue française au Québec. D'autre part, au plan constitutionnel, elle abandonne en 1969 ses dénonciations virulentes du séparatisme et amorce un rapprochement avec le Parti québécois. Elle donne ouvertement son appui à ce parti durant la campagne électorale de 1976 et se prononce quatre ans plus tard en faveur du "oui" à la négociation de la souveraineté-association.

C'est ce cheminement de la FTQ que nous analyserons en nous interrogeant sur les facteurs qui ont amené la centrale à faire cause commune avec le nationalisme québécois.

Jacques Rouillard
Département d'histoire
Université de Montréal

LA MAIN-D'OEUVRE DES CANAUX DU RICHELIEU 1843-1950

Cette étude sur la main-d'oeuvre des canaux du Richelieu s'inscrit dans une recherche plus globale portant sur la canalisation de la rivière Richelieu. Une enquête structurale (les écluses) et un bilan commercial de la voie canalisée ont précédé cette étude socio-économique.

Essentiellement, nous avons voulu, dans la mesure du possible, analyser les conditions de vie et de travail des gens qui assuraient le bon fonctionnement du canal Chambly et de l'écluse Saint-Ours. Quelles étaient leurs tâches, manuelles ou administratives? Comment les soubresauts politiques, économiques et administratifs de la période envisagée ont-ils affecté, sur un plan quotidien, les employés des canaux?

Par-delà l'étude de ces ouvriers (manuels ou "cadres") c'est bien sûr la fonction publique canadienne qui est ici observée, dans sa genèse puis dans son développement. Ce regard est neuf en ce sens qu'il se pose ici sur une catégorie de fonctionnaires à peu près inconnue: les campagnards. Leur sort était-il sensiblement le même que celui des confrères des grandes villes?

Cette enquête veut enfin faire connaître une source inédite, celle d'ailleurs qui a permis d'envisager ce travail: les cahiers de correspondance des canaux du Québec, couvrant l'ensemble de la période 1852-1920.

André Sévigny, Parcs Canada

Trois volets de l'expérience ouvrière dans le Bas-Canada
avant 1850: la structuration en classe, la grève et
l'encadrement légal

par Robert Tremblay

Au cours de l'exposé, je tenterai de mettre en relief la trajectoire que j'ai suivie depuis les dix dernières années en matière d'histoire ouvrière. Dans un premier temps, j'aborderai la question de la formation matérielle de la classe ouvrière en milieu urbain. Ma démarche consistera à reconstituer brièvement l'anatomie des procès de travail à Montréal, entre 1800 et 1830, afin d'y déceler les transformations structurelles qui permettent l'apparition des premiers éléments organiques de la classe ouvrière. En procédant de cette manière, je compte retracer un épisode de la transition du féodalisme au capitalisme, à savoir cette phase où le développement de l'économie marchande dans les villes a pour effet de dissoudre graduellement l'organisation artisanale de la production et de convertir une partie de la communauté des artisans en simples salariés démunis de moyens de production.

Dans une seconde étape, j'analyserai le phénomène de la mise en mouvement des premiers contingents d'ouvriers à l'époque pré-industrielle. Ainsi, en reconstituant le scénario de la grève des 1 200 travailleurs de la construction navale, survenue à Québec en 1840, je tenterai de lever un coin du voile sur des aspects méconnus comme les éléments déclencheurs d'un conflit, la conscience ouvrière des conjonctures, l'élaboration d'un réseau d'alliance, la naissance d'un syndicalisme momentané et l'apparition d'un discours autonome de la base.

Enfin, dans une dernière étape, je soulèverai la question de la mise en place d'un système de surveillance à l'endroit de la classe ouvrière durant la première moitié du XIXe siècle. J'exposerai de façon succincte les lois de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada et du Canada-Uni concernant la conduite des apprentis, les coalitions ouvrières, le recours à la grève et les dommages malicieux à la propriété. Ce faisant, je montrerai comment ces mesures législatives avaient un caractère préventif et visaient à désamorcer toute forme (primitive ou organisée) de résistance ouvrière.

BIBLIOGRAPHIE

- Robert Tremblay, "La nature des procès de travail à Montréal, 1790-1830" (Thèse de M.A. en histoire, Univ. de Montréal, 1979).
- Robert Tremblay, "La formation matérielle de la classe ouvrière à Montréal, 1790-1830", RHAF, 33.1 (juin 1979) : pp.39-50.
- Robert Tremblay, "Un aspect de la consolidation du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie coloniale: la législation anti-ouvrière dans le Bas-Canada, 1800-1850", Labour/Le Travailleur, 8/9 (automne-printemps 1981-1982): pp.243-252.
- Robert Tremblay, "La grève des ouvriers de la construction navale à Québec (1840)", RHAF, 37.2 (Sept. 1983): pp.227-240.

Les Politiques sociales au Québec et au Canada
de 1940 à 1960 et le rôle des syndicats.

par Yves Vaillancourt
Département de Travail Social
U Q A M

A l'intérieur de cette communication, je compte faire trois choses: 1) Communiquer les grandes lignes de la table des matières du livre que je compte publier, à la fin de 1984 ou au début de 1985 sur "Les politiques sociales au Québec et au Canada de 1940 à 1960", livre dont le manuscrit sera terminé pendant l'été 1984 (présentement, la recherche est terminée et la rédaction est faite à 75%).

2) Communiquer les principaux éléments de la méthode utilisée.

3) Présenter quelques hypothèses concernant l'influence des syndicats dans le développement des politiques sociales pendant cette période.

Le plan de l'ouvrage est le suivant:

INTRODUCTION: Objet, destinataires, précisions théoriques, éléments de méthode, plan.

Chapitre 1: Les principaux problèmes sociaux générés pour les classes populaires et les groupes sociaux opprimés par le développement économique au Québec et au

Canada pendant la période.

- Chapitre 2: Le contexte politique et idéologique au Canada Anglais et la place de l'émergence d'une stratégie de la sécurité sociale dans ce contexte.
- Chapitre 3: Le contexte politique et idéologique au Québec et la place du maintien d'une stratégie du bien-être social dans ce contexte.
- Chapitre 4: Les politiques sociales dans le domaine de la santé.
- Chapitre 5: Le régime de l'assistance publique au Québec.
- Chapitre 6: Le programme d'assistance aux mères nécessiteuses.
- Chapitre 7: Le programme fédéral d'assurance-chômage de 1940.
- Chapitre 8: Le programme fédéral d'allocations familiales de 1944
- Chapitre 9: La restructuration des programmes de sécurité du revenu concernant les personnes âgées (1951-52)
- Chapitre 10: Le programme d'assistance-chômage de 1956.
- Conclusion: Eléments de synthèse.

La méthode utilisée dans les chapitres portant sur des programmes spécifiques (chap. 4 à 10) m'amène à privilégier une grille comprenant les cinq questions suivantes: 1) Quel est le problème social auquel renvoie la législation ou le programme? 2) Quelles sont les racines historiques (en termes de luttes sociales) sous-jacentes à telle intervention étatique? 3) Quelles sont les caractéristiques du programme? 4) Quelle est l'évolution du programme pendant la période? 5) Quelle est la signification (in-

terprétation critique) de tout cela?

L'influence est syndicats est traitée dans les chap. 2 et 3 et en rapport avec les points 2 et 5 de la grille dans les chap. 4 à 10.

Canalisation, urbanisation et industrialisation. Quelques
propos sur le projet de recherche du canal Lachine.

par John Willis, Parcs Canada

L'histoire de la canalisation est le parent pauvre de l'historiographie canadienne depuis longtemps. Exception faite du remarquable premier tome du History of Transportation de Glazebrook, de quelques monographies telles le Welland Canal de Aitken et plus récemment les Ordnance Canals de Raudzens ainsi qu'un nombre encourageant d'articles sur les "navvy" Irlandais, bâtisseurs des canaux dans le Haut et le Bas-Canada, la production scientifique a quelque peu délaissé le sujet pour les champs plus spectaculaires du développement ferroviaire.

Conséquence: la littérature nous offre une perspective qui exagère la contribution de la voie ferrée à la révolution des transports au Canada. Par ailleurs, l'histoire des transports est devenue dans son ensemble très vulnérable aux assauts répétés de toutes sortes d'idéologues moins préoccupés par les origines et les finalités des phénomènes qu'ils évoquent que par leur potentiel symbolique et donc politique.

Tout cela pour dire que dans le domaine de l'histoire de la canalisation d'ici il a fallu accomplir des tâches assez élémentaires. A Parcs Canada, nous n'avons nullement l'impression d'avoir rectifié le déséquilibre viscéral qui afflige présentement l'historiographie des transports, et avec elle, l'historiographie

des canaux. Nous avons tout simplement effectué certaines monographies qui nous renseignent sur certains des tronçons de nos voies maritimes intérieures, soit: le Richelieu (le canal de Chambly et l'écluse de Saint-Ours ont été étudiés par André Sévigny); l'Outaouais et le Saint-Laurent en amont de Montréal (ces deux tronçons font l'objet de deux publications de Normand Lafrenière).

Actuellement, le canal de Lachine constitue le thème principal de nos recherches. Trois sous-thèmes seront privilégiés pour les quelques années à venir, soit: l'industrialisation, l'urbanisation et l'utilisation commerciale du canal. Pour ce dernier sujet, le chercheur fait face à de sérieuses difficultés de continuité et de cohérence dans les sources (pour la période 1825-1844 on dispose de statistiques pour le canal de Lachine, seulement; pour les années 1850-1873, on est obligé d'utiliser des statistiques qui valent pour les quatre canaux de Williamsburg, Cornwall, Beauharnois et Lachine). J'aimerais plutôt m'attarder à l'urbanisation et surtout à l'industrialisation du canal, thèmes plus aptes à intéresser ce regroupement de chercheurs en histoire des travailleurs. Je traiterai, tout à tour, de ces deux sujets pour ensuite illustrer brièvement la contribution du recensement manuscrit aux problèmes de ce genre.

Questions sur l'industrialisation

L'analyse de l'urbanisation dans les environs du canal de Lachine depuis le milieu du xix^e siècle pourrait inclure les

quatre aspects suivants: le contexte spatial et institutionnel, l'immigration, le comportement démographique de la population urbaine, et enfin, les perspectives culturelles de celle-ci. Par perspectives culturelles de cette population essentiellement ouvrière, j'entend le processus d'adaptation culturelle face aux défis du contexte urbain-industriel. Depuis l'étude de Hughes sur Cantonville on parle trop volontiers peut-être, de la persistance des traditions rurales des Québécois en milieu urbain. J'aimerais qu'on reprenne ce thème dans des études ultérieures, mais avec moins de condescendance cependant.

Un mot maintenant sur le contexte spatial et institutionnel. On sait qu'au moins quatre banlieues et un quartier urbain font partie de la conurbation du canal de Lachine, soit: Saint-Henri, Côte Saint-Paul, Côte Saint-Gabriel, Ste-Cunégonde et enfin le quartier Saine-Anne, composé, ce dernier, de Griffitown et de La pointe Saint-Charles. Le fait que toutes ces banlieues aient pu exister pendant un quart de siècle ou plus en l'absence d'institutions municipales rappelle la cité paléotechnique de Mumford: ce concours fortuit d'atomes à qui répugne la notion même d'organisation politique.

Questions sur l'industrialisation

On ne peut évidemment écrire l'histoire de la révolution industrielle à Montréal sans tenir compte du canal de Lachine. Mon intérêt pour l'atout majeur du canal - sa capacité de fournir du pouvoir hydraulique à un nombre important d'industries - m'a amené

à réfléchir sur l'évolution de l'utilisation de la force motrice de l'eau.

Je suis d'avis que l'implantation d'usines mues par l'eau sur les rives du canal de Lachine à partir des années 1840 se situe dans un même continuum technologique avec le moulin à eau médiéval et la filature de coton hydraulique du XV¹¹¹^e siècle. Dans le cas du Québec, la fabrique hydraulique constitue une sorte de "ligne de partage" entre le moulin banal de la société de type agraire et l'usine moderne de notre civilisation urbaine-industrielle. L'avènement des moulins hydrauliques sur le canal de Lachine représente un triomphe sur l'étape précédente de proto-industrialisation rurale. Il annonce en même temps une autre phase technologique, sociale, politique, etc., dans le plus vaste mouvement de l'industrialisation. En ce sens, l'industrialisation hydraulique est à la fois étape et processus, ambivalence typique des mouvements de l'histoire.

A mon humble avis, toute interprétation de l'industrialisation de l'économie montréalaise doit tenir compte non seulement de l'évolution des rapports de production dans le centre-ville que d'aucuns voient comme le berceau de la révolution industrielle à Montréal, mais aussi de cette dialectique fondamentale impliquant la cité industrielle et la campagne proto-industrielle.

Voilà pour la signification globale de l'industrialisation du canal de Lachine. En ce qui concerne la classe ouvrière comme telle, j'ai essayé de formuler quelques hypothèses à partir du

phénomène de l'industrialisation hydraulique. Mais tout d'abord, il va falloir établir la composition de la classe ouvrière dans le sud-ouest de l'île de Montréal, c'est-à-dire ses effectifs par catégorie ethnique et socio-professionnelle. Comme beaucoup de chercheurs sur les travailleurs montréalais l'ont montré, je suis conscient d'être aux prises avec une classe ouvrière fortement stratifiée en termes d'ethnicité et de qualification ("skill"). L'importance de cette stratification a amené F. Harvey par exemple, à nier l'existence d'une quelconque solidarité de classe ou terrain (c'est-à-dire terrain commun de "représentations") au sein du monde ouvrier à Montréal.

Sans accepter l'analyse d'Harvey, je crois néanmoins qu'il ne faut pas négliger le problème que représente la stratification des travailleurs.

Je me propose d'en tenir compte en identifiant le contexte technologique et social qui a marqué l'intégration de tel ou tel groupe ethnique au marché du travail. Je postule que la technologie hydraulique exige plus de compétence de la part de l'ouvrier que les régimes technologico-industriels postérieurs.

Mon hypothèse se base principalement sur la manière par laquelle le pouvoir est transmis dans l'usine. Les systèmes hydrauliques et à vapeur nécessitent des engrenages, des poulies et des arbres pour assurer la transmission de l'énergie. Il s'agit d'un principe de transmission quasi mécanique qui impose des limites au degré de rationalisation des tâches à l'intérieur de l'usine.

D'après Landes, Hunter et Charland, on pourrait dire qu'au tournant du XX^e siècle l'énergie électrique libère l'usine de sa dépendance envers ce vieil appareillage de transmission. Le fil remplace les engrenages, etc. Le capitaliste peut dorénavant procéder à la rationalisation systématique du processus de production. Les étapes de la production ainsi que les gestes de l'ouvrier qui s'y rattachent sont redéfinis. Plus rien ou très peu n'est laissé à l'initiative de l'ouvrier.

Le processus touche les Canadiens français et les Britanniques différemment non pas à cause de leurs bagages culturels respectifs mais plutôt à cause du "timing" de leur insertion sur le marché du travail. Lorsque les Irlandais vers 1850 s'intègrent au marché du travail le phénomène de la rationalisation - encore au stade hydraulique et à vapeur - est à ses débuts. Ceci favorise la formation de strates qualifiées parmi la main-d'oeuvre industrielle. Sont-elles des strates durables? Peut-être.

A leur tour vers la fin du XIX^e siècle, les Canadiens français rejoignent le marché du travail industriel massivement à un moment où l'industrie s'électrifie. Cette dernière technologie mise sur le nombre plutôt que sur la qualification des ouvriers. En somme la coexistence de plusieurs rapports sociaux de production basés sur des technologies distinctes de production serait à l'origine de la stratification socio-ethnique du marché du travail montréalais.

Cette hypothèse est loin d'être parfaite. Elle surestime peut-être la différence entre les diverses technologies. Sans

doute la solution au problème de la stratification viendra d'une étude minutieuse de la dynamique des rapports sociaux comme tels. Autrement dit, le geste rationalisant du capitaliste accompagnant une innovation technologique quelconque peut être plus déterminant sur la conduite des rapports sociaux que le cadre technologique lui-même.

Le recensement manuscrit

Tout fervent d'histoire sociale peut puiser dans une panoplie de sources allant des registres de l'état civil aux témoignages oraux. S'il étudie le XIX^e siècle, il ne peut éviter de consulter les recensements manuscrits. Voilà ce que nous avons fait pour 1861, 1871 et 1881 en étudiant quatre banlieues de Montréal: Saint-Henri, Côte Saint-Paul, Côte Saint-Gabriel et Sainte-Cunégonde, ainsi que pour le quartier Sainte-Anne. Nous sommes présentement en train de traiter ces informations. Voici quelques commentaires méthodologiques préliminaires.

L'unité de base retenue dans notre compilation est l'îlot, c'est-à-dire le sous-sous-district. Par exemple, en 1871, le quartier Sainte-Anne est un sous-district de Montréal ouest. Ce dernier est à la fois district de recensement et circonscription électorale. A l'intérieur du quartier ou sous-district, on trouve onze sous-unités ou îlots. La population totale de Sainte-Anne en 1871 est de 18,639; celle des îlots individuels varie de 1000 à 2200 personnes. Vous conviendrez qu'il est beaucoup plus facile de traiter 2000 personnes que 20000! L'observation de

phénomènes au niveau de l'îlot révèle des tendances visibles uniquement à cette échelle, tendance qui seraient normalement camouflées dans les statistiques de quartier. L'îlot nous rappelle la notion de voisinage que Kesteman a utilisé récemment dans son étude sur Sherbrooke et qui permet à l'auteur de suivre le peuplement de la ville de très près.

Les îlots n'existent que sur papier. Le recensement est rarement accompagné d'une carte précise. Lorsque l'adresse des chefs de ménages est indiquée, le travail de reconstitution cartographique est relativement simple, pour le cartographe. Cependant l'adresse des chefs de ménages ne figure pas dans le recensement de 1861. Il a fallu reconstituer les adresses en utilisant le Montréal Directory (échantillonnage d'un ménage sur dix dans le recensement). Cette opération nous donne un réseau provisoire de frontières à l'intérieur du quartier ou sous-district. Rappelons que ladite représentation cartographique est une création de toute pièce de l'historien.

D'autres problèmes d'identification peuvent survenir. Par exemple, dans le recensement de 1871 les tableaux des quatre banlieues de Saint-Gabriel, Saint-Paul, Saint-Henri et Sainte-Cunégonde sont classés sous la rubrique "paroisse de Montréal": un sous-district d'Hochelaga. La paroisse est en fait composée de cinq îlots. Il a fallu, toujours au moyen d'une comparaison avec le Montréal Directory, identifier chacun des îlots à la banlieue appropriée.

Je n'ai ni le temps ni l'expertise pour vous exposer tous les avantages de traiter le recensement manuscrit à l'échelle de l'îlot. Il suffit de noter que la "méthode" de l'îlot permet un degré de précision qui est essentiel à la bonne compréhension de phénomènes tel le rapport entre la composition ethnique d'un quartier et la distribution des groupes ethniques dans l'espace. Ainsi les Canadiens français de Sainte-Anne sont fortement majoritaires dans deux îlots qui font partie de ce que Ames surnomma le "Swamp". Ils sont situés tout juste au sud de la gare Bonaventure du Grand Tronc. D'autre part, les Irlandais sont fortement majoritaires dans trois autres îlots presque immédiatement voisins du "Swamp". Ailleurs, le rapport numérique entre les groupes est plus équilibré, tel l'îlot onze qui forme le coeur de la Pointe Saint-Charles: 25% de Canadiens français, 27% d'Irlandais, etc.

La distribution différenciée des effectifs ethniques dans l'espace laisse entrevoir des tendances également différenciées d'interaction et d'isolement entre ou au sein de ces groupes. Le "patchwork" socio-ethnique, pour reprendre l'expression de Hanna, est l'une des variables importantes du milieu dans lequel vit l'ouvrier. Reste à établir sa véritable incidence.

Pour une prise de conscience du patrimoine industriel

par Fernand Harvey

Institut québécois de recherche sur la culture

L'émergence du discours concernant le patrimoine industriel est un phénomène très récent au Québec. Ce n'est que depuis deux ou trois ans que cette question fait l'objet de préoccupations importantes dans les milieux de la recherche et de la conservation du patrimoine. Le colloque intitulé "Le patrimoine industriel et ouvrier" qui s'est tenu au marché Maisonneuve à Montréal le 28 mai 1983, a sans doute été le premier débat public sur le patrimoine industriel. Il convient cependant de souligner des initiatives pionnières. Pensons aux travaux du Musée national de l'Homme à Ottawa, de Parcs Canada aux Forges du Saint-Maurice et au parc de l'Artillerie à Québec, à ceux de la Corporation de la vieille pulperie de Chicoutimi, de même qu'à l'action de promotion du patrimoine industriel de Quartiers ouvriers de Montréal par l'Atelier d'histoire Hochelaga-Maisonneuve, la Maison du Fier-Monde et Héritage Montréal. On pourrait également ajouter quelques livres récents sur l'histoire de l'hydro-électricité au Québec.

La question du patrimoine industriel implique trois types de questions: 1- Pourquoi le problème se pose-t-il maintenant? 2- Quelles sont les perspectives d'approche de ce type de patrimoine? 3- Quelles sont les modalités d'action?

1- Pourquoi le problème se pose-t-il maintenant?

L'industrialisation du Québec remonte, on le sait, au dernier tiers du 19^e siècle. Pourquoi a-t-il fallu tout ce temps pour prendre conscience du patrimoine industriel et de la culture technique? Plusieurs raisons expliquent un tel retard.

Imagine-t-on, pour l'instant, une ethnologie de la culture télématique et robotique? Sans doute y viendrons-nous un jour, mais nous manquons de distance pour produire une analyse qui ne serait pas purement technique ou idéologique.

La situation est différente dans le cas de la culture industrielle classique - essentiellement celle de la mécanisation qui se situe entre l'artisanat traditionnel et la télématique des années récentes. Voilà, me semble-t-il, quel devrait être pour l'instant, le champ privilégié du patrimoine industriel.

Lorsqu'on examine dans quels pays sont nées les préoccupations pour ce qu'on a appelé du terme baroque "d'archéologie industrielle", on se rend compte que c'est d'abord en Grande-Bretagne au début des années 1960. Donc deux siècles après le début de la première révolution industrielle. D'autres pays, par la suite se sont signalés pour leurs préoccupations à cet égard. Pensons à l'Allemagne, aux Etats-Unis, aux pays scandinaves, à la Belgique, aux Pays-Bas et à la Pologne. Il existe dans ces pays de nombreux musées locaux, régionaux et nationaux concernant le patrimoine industriel.

La France, pour sa part, s'est jointe plus tard au mouvement. On pense évidemment au célèbre éco-musée du Creusot mais aussi à l'orientation récente de certaines recherches.¹

En tentant d'expliquer pourquoi la France accusait un retard dans ce domaine par rapport à d'autres pays industriels, Michèle Champenois écrivait dans Le Monde du 25 octobre 1979: Plus réticente à vivre la révolution industrielle, la France l'est aussi à en conserver la culture. Est-ce parce que "la technique est la mal-aimée de la société intellectuelle et bourgeoise" de notre pays, comme l'a déploré, à Lille, Bertrand Gille, historien des techniques. Est-ce parce qu'on y rencontre "un désir très répandu de balayer les preuves physiques du passé industriel", comme l'a noté Kenneth Hudson, inventeur de l'archéologie industrielle (...)? (p.25)

Ces interrogations, on peut très bien les transposer au cas québécois. Notre retard et nos réticences sont encore plus évidentes que pour la France. Faut-il recourir à la psychologie des peuples et affirmer que les peuples dits "latins" sont moins portés vers la technique que ceux qui ont été marqués par l'esprit du protestantisme? Une telle voie ne saurait nous mener très loin.

On peut tout de même constater un certain nombre de faits historiques susceptibles d'expliquer notre retard à prendre conscience du patrimoine industriel.

1 Voir par exemple: Maurice Daumas, L'archéologie industrielle en France. Paris, Robert Laffont, 1980. 464 p. 111.

La société canadienne-française traditionnelle de la période 1850-1950 a subi l'industrialisation, plus qu'elle ne l'a prise en charge. Les industriels canadiens-français ont toujours été relativement marginaux dans la structure industrielle canadienne. La masse de la population se retrouvait au sein de la classe ouvrière exploitée sur le double plan social et national. Quant à la bourgeoisie clérico-professionnelle, son discours sur la culture humaniste la tenait loin des préoccupations technologiques qualifiées de matérialistes.

A ces raisons, il faut en ajouter d'autres en rapport avec l'architecture, l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Tout se passe comme si un profond désir s'était manifesté, ici comme ailleurs, de balayer les preuves physiques du passé industriel considéré comme une espèce de lèpre urbaine. Or, pour brutale qu'elle ait été en détruisant sans vergogne le patrimoine antérieur, la révolution industrielle a produit au Québec, depuis plus d'un siècle, son propre patrimoine dont on prend aujourd'hui conscience et qu'on cherche à préserver dans la mesure du possible.

L'époque de la philosophie de la table rase qui a donné lieu à la destruction du quartier Saint-Roch et de la colline parlementaire à Québec, à la construction de la place Radio-Canada et au corridor de l'autoroute est-ouest à Montréal est maintenant révolue. Mais si une conscience de l'importance du tissu urbain semble s'être développée au Québec, depuis une décennie, il n'en va pas de même pour les sites d'anciennes fabriques. A cet égard,

une usine désaffectée est sans doute plus difficile à recycler qu'un bâtiment commercial ou un entrepôt.

A ces raisons déjà évoquées du retard de la prise de conscience du patrimoine industriel, j'en ajouterais une autre qui fait référence au milieu scientifique et à la sociologie des sciences. Quelles ont été les préoccupations principales des milieux scientifiques en rapport avec la société québécoise? Jusqu'à la fin des années soixante, les sociologues et les ethnologues se sont beaucoup préoccupés de la société traditionnelle. D'ailleurs, ils n'étaient pas les seuls. Où sont nos grands romans de l'industrialisation? Pendant que Zola écrivait sur le milieu ouvrier français, nos écrivains étaient tournés vers le roman de la terre. Nos historiens, pour leur part se préoccupaient surtout de la Nouvelle-France et de la période antérieure à 1867.

Depuis le début des années 1970, on a pu voir l'émergence de nouveaux champs de recherche mieux articulés à la société industrielle: l'histoire des travailleurs, l'histoire urbaine, l'histoire des femmes, et l'histoire des entreprises. La sociologie du travail, du syndicalisme et des milieux populaires s'est également développée.

Aussi, on peut affirmer que les préoccupations récentes pour le patrimoine industriel arrivent à point. Elles constituent un excellent point de jonction entre les nouvelles tendances de la recherche en sciences sociales et en histoire, celle des architectes et urbanistes progressistes et celles des milieux populaires urbains de plus en plus conscients que leur action doit s'enra-

ciner dans un espace culturel et une mémoire collective. Il faut souligner ici que Montréal à une bonne longueur d'avance sur le reste du Québec en ce qui concerne la prise de conscience et les actions de sauvegarde du patrimoine industriel.

2- Perspectives d'approche

Cela dit, quelles perspectives d'approche doit-on privilégier dans l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel?

Un des pièges qui nous guette est celui de l'idéalisation du passé. Il n'y a pas eu d'âge d'or de la culture industrielle, sauf pour les capitalistes qui ont su en profiter. Il ne faut jamais oublier que derrière les murs d'une usine, fut-elle d'une architecture élégante, plusieurs générations d'ouvriers ont été exploités dans des conditions matérielles pénibles. Il suffit de se référer aux témoignages entendus devant la Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail, en 1888 et aux rapports des inspecteurs des manufactures concernant les mauvaises conditions d'hygiène, d'éclairage, de chauffage, etc.

Bref, l'approche du patrimoine industriel ne saurait être développée en fonction de critères purement esthétiques ou élitistes comme c'est souvent le cas dans l'étude et la mise en valeur du patrimoine rural traditionnel. Il ne faudrait donc pas rejeter certains éléments matériels pour des critères de banalité ou de laideur puisqu'ils sont aussi le produit de cette culture indus-

truelle.

En somme, le patrimoine industriel, ou du moins celui qui concerne plus spécifiquement les usines, les mines et autres lieux de travail, doit être vu comme un système qui intègre des éléments architecturaux (les bâtiments), des éléments mécaniques (l'outillage), des éléments humains (les ouvriers et le personnel de maîtrise d'ingénierie et de gestion), des éléments manufacturés (les produits) et des éléments environnementaux (le quartier ouvrier).

Une telle perspective ne saurait être qu'interdisciplinaire. Il nous faut connaître les styles architecturaux et les techniques de construction qui ont marqué notre patrimoine industriel. Quels ont été les emprunts à d'autres classes sociales ou à d'autres époques? On pense ici aux vastes usines-châteaux-forts du nord de la France au 19^e siècle. Dans le cas du Québec, les influences architecturales ont-elles été britanniques ou américaines?

Il nous faut aussi connaître l'évolution des techniques utilisées dans différents secteurs qui ont marqué la structure industrielle du Québec tels que le textile, la chaussure, le tabac, les transformations du bois, l'affinage des métaux et la métallurgie, la pétrochimie, l'alimentation et les boissons, etc.

De la même façon, on ne saurait mettre de côté l'étude historique et sociologique de la condition ouvrière au travail et dans la vie hors-travail. Ce qui m'amène à souligner l'importance

de bien comprendre la géographie et l'écologie du quartier industriel ou de la petite ville industrielle qui ont existé avant le développement des parcs industriels, lesquels ont eu pour effet de distinguer la fonction résidentielle de la fonction industrielle après la deuxième guerre mondiale.

Par ailleurs, le fait de privilégier les lieux de production (fabriques, ateliers, mines) ne doit pas pour autant exclure les autres éléments du patrimoine industriels. Par exemple le secteur des transports: chemins de fer, navigation, transports routier et aérien, ponts. Il en va de même du très important secteur de la production de l'énergie hydro-électrique au Québec et en particulier les barrages.

A la limite, le patrimoine industriel devrait inclure toutes les oeuvres et production de la société industrielle. On conviendra qu'une telle approche aboutit à l'absurde, car il faudrait tout préserver. Il faut donc s'interroger sur les modalités d'action.

3- Les modalités d'action

Que faut-il préserver de notre patrimoine industriel et sous quelle forme cela doit-il l'être? Il me semble que nous faisons face à un type de problème analogue à celui de l'archiviste qui doit faire un tri de documents contemporains au moment où ils sont déclarés inactifs.

Naturellement, les choses se compliquent dans le cas du patrimoine industriel dans la mesure où il ne s'agit pas seulement de tenir compte du temps, mais également de l'espace. Il ne s'agit pas uniquement de s'interroger sur l'importance historique singulière ou sur le caractère typique de tel ou tel élément de ce patrimoine. Il s'agit de tenir compte de l'environnement dans lequel il se situe. Brûler des documents jugés inutiles n'a pas de conséquence sur l'environnement. Il en va tout autrement s'il s'agit de raser un bâtiment au sein d'un tissu urbain.

Le Québec comme tous les pays industrialisés, subit présentement de profondes transformations de sa structure industrielle et de ses technologies de production. Aussi c'est un véritable cri d'alarme qu'il faut lancer en ce qui concerne la sauvegarde de notre patrimoine industriel. D'ici cinq ans, plusieurs usines seront fermées ou démolies, d'autres renouvelleront leur machinerie pour s'adapter à la télématique et à la robotique.

Le temps presse. Il nous faut établir un plan d'urgence pour parer au plus pressé, à savoir l'inventaire et la sauvegarde non seulement des bâtiments jugés valables ou représentatifs d'un secteur industriel, mais également de l'outillage qu'ils renferment. Il faut prendre le béliet mécanique et le dépotoir de vitesse.

Le ministère des Affaires culturelles du Québec vient d'entreprendre un projet d'exploration préliminaire sur toute cette

question. Mais ce rythme de travail est insuffisant. Il faut revoir le calendrier et l'éventail des tâches. Un tel plan devrait comporter des objectifs à court et à moyen terme.

a) Objectif à court terme

- 1- Inventaire du patrimoine industriel sur l'ensemble du territoire québécois.
 - Montréal et Québec naturellement
 - Mais aussi les petites villes industrielles de l'Estrie, de la Mauricie, de l'Outaouais, des Laurentides, etc.
- 2- Conservation
 - Identifier ce qui est menacé de disparaître à court terme
 - Sensibiliser les milieux concernés à la sauvegarde de patrimoine: comités de citoyens, entreprises, pouvoirs publics, opinion publique, syndicats, etc.
 - Photographier ce qui va être détruit et qui présente un intérêt.

b) Objectifs à moyen et long terme

- 1- Encourager la recherche sur le patrimoine industriel
 - évolution de l'architecture industrielle
 - étude des conditions ouvrières
 - étude du savoir ouvrier

- étude des quartiers ouvriers et des petites villes industrielles.
- 2- Mettre au point une procédure et des critères de classement permettant de décider ce que l'on doit préserver sur place.
- 3- Entrevoir le recyclage de certains bâtiments à d'autres fins.
- 4- Implanter un réseau de musées scientifiques et techniques régionaux permettant de développer une culture technique au Québec.

L'intérêt récent pour le patrimoine industriel qu Québec permet d'espérer une ré-appropriation du processus technique qui a été jusqu'ici plus subi que vécu et assumé. En somme, il s'agit d'étudier et de comprendre notre patrimoine industriel de l'intérieur.

Pour atteindre cet objectif, il convient de sensibiliser le plus grand nombre d'acteurs sociaux possible. Parmi ceux-ci, mentionnons plus particulièrement les sociétés d'histoire locales ou régionales, les associations de quartier, les responsables du patrimoine au sein des Municipalités régionales de comtés (M.R.C.), les organismes de sauvegarde du patrimoine architectural.

Orientations bibliographiques

1- Revues

Milieux no 1 (avril 1980)
Revue trimestrielle
Château de la Verrerie BP53
71202 Le Creuxot Cedex France
Alomement étranger: 170 ff/an 4 nos.

Culture technique, no 1 (1980)
Revue trimestrielle
Centre de Recherche sur la culture technique
69 bis, rue Charles Laffitte
92200 Neinlly/Seine France
Abonnement: 300 ff/an 3 nos

Industrial Archeology Review, vol 1 (1977)
Journals Department
Oxford University Press
Walton Street Oxford OX2 6DP Grande-Bretagne
Abonnement: 65 £ US/an 3 nos

HSTC Bulletin
Revue d'histoire des sciences, des techniques et de la
médecine au Canada
P.O. Box 154
Thornvill, Ontario L3T 3N3
Abonnement individuel: 11,\$/an 3 nos

Continuité
Publié par le conseil des monuments et sites historiques
du Québec
C.P. 279 Hante-Ville
Québec G1R 4P8
Abonnements: 20\$/an 5 numéros
Plusieurs articles sur le patrimoine urbain et industriel

2- Livres

Daumas, Maurice. L'archéologie industrielle en France

Paris, Editions Robert Laffont, 1980, 464p. Ill. Index

Hudson Kenneth A Guide to the Industrial Archeology of Europe

Madison, Fairleigh Dickinson University Press, 1971.

186 p. Ill. Index

Hudson Kenneth Industrial Archaeology A new Introduction

London, John Baker, 1976 240p. Ill Index

Cossons, Neil The BP Book of Industrial Archaeology

Vancouver, Douglas David et Charles Ltd 3^e éd. 1978

496p. Ill Index

Burton, Anthony Remains of a Revolution Photographs

by Clive Coote. Londres, André Deutsch Ltd, 1975

255 p. Ill Index

Bracegirdle, Brian The Archaeology of the Industrial Revolution

Londres, Heinemann, 1974 207 p. Ill. Index

Colloque d'archéologie industrielle Comptes rendus du 104^e

Congrès national des sociétés savantes. Bordeaux 1979

Section des sciences Fascicule V Paris, Bibliothèque

Nationale, 1979 213p.

THESES ET MEMOIRES

LISTE DES THESES EN HISTOIRE DES TRAVAILLEURS, SOUTENUES
OU EN COURS AU DEPARTEMENT D'HISTOIRE DE L'UNIVERSITE DE
MONTREAL (1980-1983)

THESES SOUTENUES

- 1980: LEDUC, Marcel. La continentalisation de l'American Federation of Labor, de 1881 à 1901, M.A. (M. Brunet).
- 1982: BAILLARGEON, Denyse. Histoire des ouvriers unis des textiles d'Amérique, 1942-1952, M.A. (J. Rouillard).
- COUTURE, Claude. L'anticommuniste dans les syndicats internationaux au Canada et au Québec, 1947-1953, M.A. (J. Rouillard).
- LESPERANCE, Suzanne. Les débats concernant la loi des pensions de vieillesse au Québec, 1927-1936, M.A. (R. Durocher).
- MASSICOTTE, Paul. Histoire de la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, de 1943 à 1966, M.A. (J. Rouillard).
- 1983: BELANGER, Guy. Syndicalisme catholique et corporatisme au Québec, 1931-1950, M.A., (J. Rouillard).
- NAGANT, Francine. La politique municipale à Montréal, 1910-1914: l'échec des réformistes et le triomphe de Médéric Martin, M.A. (R. Durocher).

THESES EN COURS

- BOYER, Bruno. Longueuil-Annexe. Aspects sociaux de la croissance anarchique d'un village à la périphérie de Montréal (1929-1949), M.A. (B. Ramirez).
- CARDIN, Jean-François. La Crise d'Octobre de 1970 et le mouvement syndical québécois. M.A. (J. Rouillard).

- DESROSIERS, Richard. Le courant syndical combatif au Québec, de la crise à l'après-guerre (1929-47) et l'influence du Parti communiste canadien. (Ph.D.) (J. Rouillard)
- DWYER, Diane. Les conditions de vie et de travail des familles canadiennes-françaises dans l'industrie du textile à Lowell, Massachusetts, 1880-1914. M.A. (B. Ramirez).
- GAUVIN, Francine. Les conditions de travail des ouvriers de l'acier aux Etats-Unis de 1958 à 1973. M.A. (B. Ramirez).
- GELINAS, Michel. Le travail féminin: les employées de soutien des hôpitaux du Québec, 1947-1970. M.A. (J. Rouillard).
- GOSA, Marie-Agnès. L'unité organique syndicale au Québec: un rendez-vous manqué, 1955-1962. M.A. (J. Rouillard).
- GWIAZDA, Wojtek. Immigration et marché du travail: les Polonais de Montréal (1926-1944). M.A. (B. Ramirez et J. Rouillard).
- LEDUC, Marcel. Les relations intersyndicales chez les typographes nord-américains de 1837 à 1898. Ph.D. (M. Brunet).
- POIRIER, Michel. Le conflit à la Presse (19 juillet 1971-7 février 1972). M.A. (J. Rouillard).
- PRATTE, Bernard. Le Conseil du patronat du Québec: rôle et idéologie (1962-1976). M.A. (J. Rouillard).

compilé par J. ROUILLARD,
Université de Montréal